

5^{EME} CONFERENCE SUR LA POPULATION AFRICAINE,
ARUSHA, TANZANIE, 10-14 DECEMBRE 2007

SEANCE 29 : GENDER-BASED VIOLENCE : PREVALENCE AND CONSEQUENCES 2

SALLE KAGERA, MARDI 11 DECEMBRE, 14:15- 16:15

DETERMINANTS SOCIO-ECONOMIQUES DES VIOLENCES BASEES SUR LE
GENRE EN COTE D'IVOIRE

ANOAH Amoakon¹
SIKA Amoin Odette Epse YOBO²
BOSSO Kassi Yvonne³

RESUME

A partir des données de l'enquête sur les indicateurs du Sida en Côte d'Ivoire (EIS, 2005) réalisée sur un échantillon national de 4 980 ménages, la prévalence et les déterminants de quatre formes de violence ont été examinés : injurier, battre, violer, terroriser une femme. Les trois derniers actes sont reconnus par la quasi-totalité des hommes et des femmes (92 à 97%) comme des violences à l'endroit des femmes. Cependant, injurier une femme n'est perçu comme une violence que par 75 % des hommes et des femmes.. La prévalence du viol varie de 0 à 1,3 % selon les caractéristiques des femmes ; celle des coups, de 0,5% à 10%, sauf dans le Nord Ouest (17,4%), celles des injures, de 2 à 15%, excepté le Centre-Est (47%), la séquestration de 0 à 0,7%. La prévalence des VBG observée est faible au regard de la situation de crise. Serait-ce dû au « silence » qui entoure ce phénomène. Les caractéristiques socio-démographiques des populations, notamment l'instruction et l'accès aux médias, influent sur leur perception et la probabilité qu'une femme soit victime d'une violence.

Mots-clés :

Violence basée sur le genre, perception des actes de violences, prévalence des violences, Côte d'Ivoire.

¹ Maître Assistant, Université de Cocody, Expert Population Développement UNFPA/Côte d'Ivoire, anoh_akon@yahoo.fr

² Elève Analyste Statisticien, ENSEA, stagiaire à l'Association Ivoirienne pour le Bien-être Familiale (AIBEF), o_sika@yahoo.fr

³ Directrice du renforcement des capacités, Direction Générale de la population et du renforcement des Capacités (DGPRC), Ministère d'Etat, Ministère du plan et du développement, bossokasy@yahoo.fr

I. INTRODUCTION

La violence basée sur le genre est définie comme étant une violence dirigée à l'encontre d'une personne du fait du sexe qui est le sien à la naissance. Cette violence comprend des actes qui infligent une souffrance, la contrainte et les privations de liberté. Les violences basées sur le genre (VBG) se manifestent sous diverses formes et comprennent, entre autres, les violences sexuelles, conjugales, les abus psychologiques et émotifs, le trafic humain, la prostitution forcée, le harcèlement sexuel, et les pratiques traditionnelles néfastes (comme par exemple la mutilation génitale féminine, les mariages forcés, ou le lévirat).

Les VBG s'exercent partout dans le monde. Aux Etats-Unis, les violences envers les femmes par les partenaires intimes seulement peuvent varier de 1 à 4% au cours de l'année et de 11% à 29% au cours de la vie. La violence au cours de la vie s'élève à 11% au Danemark et à 11% aux Pays-Bas (Gautier, 2005). Selon les résultats de l'enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (ENVEFF, 2000), 48 000 femmes âgées de 20 à 59 ans ont été victimes de viol en 1999. Une femme meurt tous les quatre jours à la suite des violences de son mari, de son compagnon ou de son ex-mari (Richard, 2006). Dans les pays en développement, ces chiffres sont de plus en plus croissants. Elles sont plus amplifiées dans les régions confrontées aux conflits armés. Entre 50 000 à 64 000 femmes déplacées à l'intérieur de la Sierra Léone du fait de la guerre ont été victimes de violences sexuelles (Myriam de Winter, 2006). Sur un échantillon de femmes rwandaises ayant survécu à la guerre en 1999, 39 % ont déclarés avoir été violées ; entre octobre 2004 et février 2005, au moins 500 victimes de viols ont été traités au Darfour par l'ONG Médecins sans Frontières.

Pourtant, depuis les années 1970 les VBG sont dénoncées par les mouvements féministes et des actions sont prises tant au niveau international que national. Les conventions issues des conférences sur les droits humains à Vienne en 1993, sur la population et le développement au Caire en 1994 et sur les femmes à Pékin en 1995 ont affirmé leur détermination à *«prévenir et éliminer toutes les formes de violences contre les femmes et les filles»*. Bon nombre de Gouvernements à travers le monde ont ratifié ces conventions internationales de lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes.

La plupart des études explicatives établissent un lien entre les VBG et le système de genre définit comme les attentes socialement construites de chaque société en matière de comportements masculin et féminin ; ces attentes sont relatives à la division des rôles, des responsabilités entre hommes et femmes, des droits et des obligations différentes qui leur sont assignés. Arlette Gautier (2005) a souligné le lien entre le degré d'inégalités de genre permises par la loi et le niveau de violence qui prévaut dans la société. Le niveau de violence est plus élevé lorsque le droit reconnaît l'obéissance au conjoint, et plus faible lorsque l'égalité entre les sexes est prescrite.

Les VBG constituent de graves atteintes aux droits humains et ont des conséquences sanitaires, sociales et psychologiques. Yves Marguerat (2003) a observé qu'il existe un lien entre les violences perpétrées contre les filles dans la famille et la fuite vers la rue. Les violences sexuelles favorisent la propagation des infections sexuellement transmissibles (IST)

dont le VIH/SIDA. Les grossesses non désirées résultant des viols conduisent à des avortements pratiqués très souvent dans des conditions dangereuses. Les problèmes psychologiques dont la crainte des rapports sexuels, la perte du plaisir sexuel, des crises de dépression et plus grave, le suicide. Les viols brutaux, tels qu'ils se produisent en temps de conflit armé, peuvent entraîner une fistule et la perforation des organes sexuels (UNFPA, 2005).

La présente étude vise à documenter le niveau et les causes de certains actes de violences basées sur le genre en Côte d'Ivoire, pays qui a été secoué par un conflit politico-militaire à partir de septembre 2002. Les facteurs de risque des VBG ont été démultipliés dans la mesure où le conflit a engendré une crise de protection des populations civiles. Un rapport récent de Human Rights Watch fait état de nombreux cas de violences sexuelles commises par les forces rebelles et pro-gouvernementales (HRW, vol. 19, n° 11(A), août 2007). Une bonne connaissance de l'ampleur et des déterminants des VBG dans ce pays contribuera à un meilleur ciblage des réponses développées par les institutions nationales, les agences humanitaires, les agences de développement et les ONG nationales et internationales.

Compte tenu des données disponibles, quatre types de violences (injurier, battre, violer, terroriser une femme) ont été examinés. Ces données proviennent de l'enquête sur les indicateurs du Sida en Côte d'Ivoire (EIS, 2005). Nous étudierons la perception des hommes et des femmes sur les violences puis les violences subies par les femmes au cours des douze derniers mois précédant l'enquête. Mais auparavant, il est important d'examiner quelques éléments du contexte d'étude et les données et méthodes utilisées.

II- DONNEES ET METHODES

2.1. Quelques éléments du contexte

De 15,4 millions d'habitants en 1998, la population de la Côte d'Ivoire atteindrait 20,8 millions en 2008 (Institut National de la Statistique,***). Le taux d'accroissement démographique moyen, de 3,3% par an entre 1988 et 1998 est estimé à 2,8 % entre 1998 et 2007. L'incidence de la pauvreté atteint 38 % en 2002 et présente de fortes disparités spatiales. A Abidjan, l'incidence de la pauvreté est de 15 %, par contre plus de la moitié de la population est pauvre dans certaines régions comme le Zanzan (59,2%), la Marahoué (56,4%), les Montagnes (54,6%), le Sud Bandaman (54,4%), le Haut Sassandra (54%) et le Moyen Cavaly (53%).

Les femmes représentent presque la moitié de la population ivoirienne (49% contre 51% d'hommes en 1998). La population est jeune : la proportion des moins de 15 ans est de 43,5%, celle des 15 à 59 ans, 53 %, celle des 60 ans ou plus 4 % ; les 10 à 24 ans représentent 34 % de la population totale, les femmes en âge de procréer, 47% de la population féminine.

L'indice synthétique de fécondité (ISF) est passé de 5,7 enfants en 1994 (EDS 1994) à 4,6 enfants par femme en 2005 (EIS, 2005). L'espérance de vie à la naissance atteint 55,6 ans en 1988, mais n'était plus que de 50,9 ans en 1998 ; cette baisse touche aussi bien les hommes

(53,9 ans en 1988 contre 49,7 ans en 1998) que les femmes (57,3 ans contre 52,7 ans). La Côte d'Ivoire compte parmi les pays les plus touchés par le VIH/SIDA. Le taux de séroprévalence du VIH est de 4,7 % pour la population âgés de 15-49 ans, avec une féminisation de l'épidémie : 6,4% chez les femmes contre 2,9% chez les hommes. Le Sida est plus répandu en milieu urbain (7,4 %) qu'en milieu rural (3,2 %).

Du début du conflit en septembre 2002 jusqu'à la signature de l'accord politique de Ouagadougou en février 2007, le pays a été divisé en trois zones : une zone gouvernementale au sud, une zone assiégée au nord et une zone de confiance séparant les zones nord et sud. Le départ de l'administration de la zone assiégée et de la zone de confiance a restreint l'accès des populations aux services de base. La zone gouvernementale a été confrontée aux flux des personnes déplacées internes (PDI) du fait de la guerre en provenance du nord et de l'ouest du pays, mais également des quartiers précaires situés aux alentours des camps militaires. Pour les cinq départements de Abidjan, Daloa, Duékoué, Toulépleu et Yamoussoukro où une enquête a été effectuée, l'effectif des PDI est estimé à 709 377 (MSVG/ENSEA/UNFPA, 2005). Les personnes déplacées internes n'ont pas toujours bénéficié de la protection et de l'aide humanitaire nécessaires au cours de leur déplacement et à leur nouveau lieu de résidence. Les femmes, les enfants, les handicapés et les personnes âgées sont les premiers touchés.

La Côte d'Ivoire a ratifié la plupart des conventions visant l'élimination des VBG et a progressivement mis en place une législation et des institutions pour prévenir et réprimer les violences à l'égard des femmes et des enfants. Ainsi, ont été adoptées : (i) l'article 354 du code pénal de 1982 réprimant le viol ; ii) la loi n°98/757 du 23 décembre 1998 réprimant les mutilations sexuelles assimilées à une forme de violence à l'égard des femmes ; (ii) la loi n°98/756 du 23 décembre 1998 réprimant le harcèlement sexuel, le travail forcé et l'union précoce ou forcée ; (iv) un comité national de lutte contre les violences faites aux femmes créé en 2000 (structure rattachée au cabinet du ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant) ; un Plan National d'Action de la Femme 2003-2007 (PNAF) a été adopté en 2002 ; une Politique Nationale sur l'Egalité des chances, l'Equité et le Genre est en cours d'élaboration.

Différentes institutions nationales et des ONG internationales sont impliquées à des degrés variables dans la lutte contre les VBG : le Ministère de la Famille et des affaires sociales qui comprend en son sein une Direction de l'égalité et de la promotion du genre; le Ministère de la santé et de l'hygiène publique ; l'Organisation Nationale pour l'Enfant, la Femme et la Famille (ONEF), l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI), l'Association ivoirienne pour le Bien-Etre Familiale (AIBEF), etc.

En dépit de ces efforts, les inégalités de genre en défaveur des femmes persistent, notamment la participation des femmes aux institutions publiques est faible : l'actuel Gouvernement compte 4 femmes sur 33 soit 12 % ; la proportion de femmes députés a fluctué entre 5 et 10 % depuis la législature de 1975-1980 ; la proportion de communes dirigées par une femme oscille entre 2 et 5 % depuis 1975. Le Conseil Economique et Social compte entre 10 et 12 % de femmes depuis 1975.

En ce qui concerne spécifiquement la lutte contre les violences sexuelles, un projet a été développé durant la période de 2003-2004 dans les districts sanitaires de Duékoué et Yamoussoukro par *International Rescue Committee* (IRC) avec l'appui financier de l'UNFPA. Ce projet devrait permettre une meilleure prise de conscience des risques et conséquences des violences sexuelles dans les zones d'intervention ainsi qu'une prise en charge des victimes.

2.2. L'enquête sur les indicateurs du sida (EIS, 2005)

Notre analyse prend pour base les données de l'enquête sur les indicateurs du Sida (EIS 2005) en Côte d'Ivoire. Commanditée par le Ministère de la lutte contre le Sida (MLS), elle a été réalisée par l'Institut National de la Statistique (INS) en collaboration avec le projet RETRO-CI en ce qui concerne l'aspect sérologie. Elle a bénéficié de l'assistance technique de ORC Macro et la contribution financière du Gouvernement Ivoirien, du PEPFAR, de l'ONUSIDA, de l'UNFPA, du Fonds Mondial de la lutte contre le Sida, de l'OMS, de l'UNICEF, du PNUD et du Collectif des ONG de lutte contre le sida en Côte d'Ivoire (COSCI).

La population cible est composée des femmes et des hommes âgés de 15 à 49 ans. Un échantillon stratifié représentatif au niveau national a été tiré à deux degrés. Les 10 régions statistiques ont été stratifiées en zones urbaine et rurale pour former les strates d'échantillonnage. Au premier degré, un tirage systématique avec une probabilité proportionnelle de Districts de Recensement (DR) a été effectué. Au deuxième degré, 20 ménages ont été tirés au sein de chaque DR dénombré de manière systématique avec une probabilité égale. Au total 4 980 ménages ont été visités.

La collecte des données a été effectuée par interview directe des individus concernés en faisant le porte à porte. Une fois l'interview individuelle terminée, l'agent procédait au prélèvement sanguin après le consentement de l'enquêté. Tous les membres des ménages sélectionnés ont été identifiés à l'aide d'un questionnaire ménage. Toutes les femmes et tous les hommes âgés de 15 à 49 ans du ménage ont été enquêtés à l'aide du questionnaire individuel structuré autour de six sections : 1) caractéristiques sociodémographiques ; 2) reproduction ; 3) mariage et activité sexuelle ; 4) VIH et sida ; 5) autres domaines de santé reproductive (la circoncision, les infections sexuellement transmissibles autres que le VIH sida, la capacité de la femme à pouvoir discuter de rapports sexuels sans risque avec son mari ainsi que des violences à l'endroit de la femme) ; 6) mortalité maternelle.

Les sections caractéristiques sociodémographiques et autres domaines de santé reproductive fournissent les données indispensables à notre analyse sur les violences basées sur le genre.

2.3. Méthode d'analyse

Deux variables dépendantes ont été étudiées :

- i) la perception de la violence par les hommes et les femmes. A ce propos les personnes interviewées ont été invitées à se prononcer sur une liste de quatre actes : injurier une

femme, battre une femme, violer une femme, terroriser une femme ; la question suivante leur a été adressée : « *A quel moment peut-on considérer que l'on exerce une violence à l'endroit d'une femme ?* » ;

ii) les VBG subies par les femmes au cours des douze derniers mois précédant l'enquête.

L'analyse a été effectuée à l'aide du logiciel SPSS. Dans un premier temps, nous avons procédé à une analyse univariée des variables dépendantes, puis une analyse bivariée en utilisant comme variables de contrôle les caractéristiques socio démographiques suivantes: sexe, âge, niveau d'instruction, religion ethnique et nationalité, région, milieu de résidence, activité, fréquences d'écoute de la radio et de suivi de la télévision. Ensuite nous avons appliqué le modèle logistique ou logit en vue d'approfondir l'examen des effets nets des caractéristiques socio démographiques sur les perceptions des actes de violence et l'état au regard de ces actes de violences durant les douze derniers mois précédant l'enquête.

III. PRESENTATION DES RESULTATS

3.1. Analyse descriptive de la perception des violences basées sur le genre

Il ressort des données examinées qu'une large majorité des femmes et des hommes considère les actes étudiés comme des formes de violences contre les femmes (tableau 1). Cependant, il existe des différences dans la représentation de ces actes. Deux catégories se dégagent. D'un côté, les actes comme violer, battre et terroriser une femme qui sont vues quasi-unaniment (entre 92 % et 97% des personnes interrogées) comme des violences à l'endroit des femmes. De l'autre côté, le fait d'injurier une femme est perçu par seulement 74 % des hommes et des femmes comme une violence à l'encontre des femmes.

Tableau 1: Répartition (%) des femmes et des hommes selon la réponse qu'ils ont donnée à la question « *A quel moment peut-on considérer que l'on exerce une violence à l'endroit d'une femme ?* »

| | Oui | Non | Ne sait pas | % | Effectif |
|----------------------|------|------|-------------|-----|----------|
| Femmes | | | | | |
| Injurier une femme | 74,3 | 24 | 1,7 | 100 | 5172 |
| Battre une femme | 95,2 | 4,2 | 0,7 | 100 | 5174 |
| Violer une femme | 96,3 | 2,7 | 1 | 100 | 5170 |
| Terroriser une femme | 92,4 | 4,3 | 3,3 | 100 | 5169 |
| Hommes | | | | | |
| Injurier une femme | 73,1 | 25,5 | 1,4 | 100 | 4497 |
| Battre une femme | 92,4 | 6,9 | 0,7 | 100 | 4498 |
| Violer une femme | 97,3 | 2,3 | 0,4 | 100 | 4497 |
| Terroriser une femme | 93 | 5,2 | 1,7 | 100 | 4495 |

Source : nos propres calculs à partir de EIS-CI 2005

L'analyse bivariée de la perception des actes selon certaines caractéristiques socio-économiques (l'âge, le niveau d'instruction, la religion, l'activité économique, l'ethnie, la

région de résidence, le milieu de résidence, la fréquence d'écoute de la radio et la fréquence de suivi de la télévision) indique qu'une large majorité des femmes et des hommes dans toutes les couches sociales perçoivent les quatre actes comme des formes de violence à l'endroit de la femme. Cependant, il existe des différences puisque qu'à l'exception de quelques cas, le test de Khi deux est significatif (tableau 2). On note par ailleurs, que quelle que soit la variable considérée, la hiérarchie entre ces quatre actes constatée au niveau de l'ensemble se retrouve au sein des modalités des caractéristiques socio-démographiques. Par exemple, quelque soit l'âge la quasi-totalité des hommes et des femmes considère le fait de violer, de battre et de terroriser une femme comme une violence. Bien qu'également élevée, la proportion de ceux qui considèrent le fait d'injurier une femme comme une violence est relativement plus faible (généralement entre 70% et 80 %). La perception varie selon le sexe. Mais les tendances ne sont pas nettes : tantôt la proportion est plus élevée chez les femmes, tantôt on observe le contraire.

Tableau 2: Proportion (%) des femmes et des hommes qui considèrent les actes retenus comme une violence à l'endroit des femmes selon certaines caractéristiques socio-démographiques

| Caractéristiques socio-démographiques | Injurier une femme | | Battre une femme | | Violier une femme | | Terroriser une femme | |
|---------------------------------------|--------------------|-------|------------------|-------|-------------------|-------|----------------------|-------|
| | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme |
| Age | *** | *** | *** | *** | | | *** | *** |
| 15-19 | 72,8 | 68,5 | 93,2 | 90,4 | 94,9 | 96,7 | 90,8 | 92 |
| 20-24 | 72,2 | 69,8 | 96,2 | 91 | 96,9 | 97,2 | 93,6 | 93,3 |
| 25-29 | 71,9 | 73,1 | 94,9 | 93,8 | 95,7 | 97,8 | 91,4 | 94,5 |
| 30-34 | 76,4 | 76,1 | 97 | 94,1 | 98,5 | 97,1 | 95,8 | 91,8 |
| 35-39 | 75,7 | 77,8 | 95,1 | 94,7 | 97,2 | 98,6 | 93,5 | 95,2 |
| 40-44 | 80,1 | 72,2 | 94,5 | 89,8 | 94,9 | 96,2 | 88 | 92,1 |
| 45-49 | 80 | 82,4 | 96,6 | 94,4 | 97,1 | 98 | 93 | 91,6 |
| Niveau d'instruction | **** | **** | **** | **** | **** | **** | **** | **** |
| Aucun | 72 | 72,9 | 93,2 | 88,7 | 95 | 95,5 | 90,3 | 88,9 |
| Primaire | 77,1 | 71,2 | 96,5 | 89,7 | 97 | 96,6 | 91,9 | 92,9 |
| Secondaire | 77,1 | 73,4 | 96,4 | 96,4 | 98,8 | 99,2 | 98,3 | 95,9 |
| Supérieure | 75,5 | 78,8 | 99,7 | 99,7 | 100 | 99,7 | 99,6 | 99 |
| Religion | **** | **** | **** | **** | **** | **** | **** | **** |
| Catholique | 74,4 | 70,8 | 96,5 | 93,6 | 97,1 | 98,5 | 94 | 94,8 |
| Protestant | 81,2 | 72,1 | 98,6 | 93,6 | 99,4 | 98,3 | 96,5 | 95,5 |
| Autres chrétiens | 73,9 | 80,4 | 95,4 | 94,1 | 96,5 | 97,1 | 93,8 | 95,3 |
| Musulman | 71,2 | 71 | 92,8 | 90,5 | 95 | 96,4 | 89,6 | 89,9 |
| Animiste, sans religion | 74,6 | 75,4 | 96,2 | 92,5 | 95,9 | 97,7 | 91,9 | 94,2 |
| Autres religions | 89 | 87,7 | 94,7 | 96,5 | 95,3 | 96,5 | 95,3 | 96,5 |
| Occupation | ** | ** | **** | **** | **** | **** | **** | **** |
| sans emploi | 74,2 | 70,8 | 97 | 95,2 | 97,5 | 98,3 | 94,3 | 94,5 |
| Professeur. | 71,3 | 74,9 | 100 | 99,3 | 100 | 100 | 100 | 99,3 |
| Religieux | 65,2 | 71,8 | 95,5 | 98 | 97 | 99,5 | 96,6 | 97,4 |
| Vendeur | 72,5 | 70,7 | 93,1 | 90,9 | 94,4 | 94,8 | 87,4 | 91,1 |
| Agriculteur | 81,3 | 77,9 | 94,7 | 90,2 | 95,8 | 96,4 | 94,1 | 92,4 |
| Employeur agricole | 73,4 | 80,6 | 93,9 | 93,2 | 98,7 | 96,8 | 98,1 | 95,6 |
| Services | 69,2 | 73,7 | 95,2 | 91,1 | 98,2 | 98,7 | 95,5 | 92,6 |

| | | | | | | | | |
|------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Artisan | 76,4 | 66,8 | 100 | 92,2 | 100 | 97,5 | 98,6 | 90,7 |
| Force de l'ordre | - | 61,6 | - | 89 | | 100 | - | 93,1 |
| Autres | 33,7 | 88,8 | 100 | 97,8 | 100 | 100 | 68,9 | 100 |
| Groupe ethnique | **** | **** | **** | **** | **** | **** | **** | **** |
| Akan | 75,6 | 76,1 | 95,9 | 95 | 96,7 | 98 | 94,3 | 94,8 |
| Krou | 82 | 78,7 | 98,6 | 97,3 | 99,4 | 99,2 | 97,4 | 96 |
| Mandé | 72,7 | 66,4 | 96 | 91 | 96,3 | 97,2 | 90,6 | 93,6 |
| Voltaïque | 74,3 | 71,7 | 93,3 | 89,4 | 92,3 | 95,8 | 87,2 | 89,6 |
| Autres africains | 69 | 72,6 | 92,2 | 88,2 | 96,7 | 96,5 | 91,5 | 89,8 |
| Non africains | 50,7 | 54,6 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Autres | 84,9 | 89,1 | 98,1 | 89,6 | 98,1 | 93,7 | 98,1 | 93,7 |

| | | | | | | | | |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Région | **** | **** | **** | **** | **** | **** | **** | **** |
| Centre | 80,1 | 73,1 | 98,5 | 94,3 | 99,2 | 97,9 | 98,2 | 92,8 |
| Centre-Est | 64,4 | 70,9 | 90,2 | 97,6 | 99,3 | 99,4 | 90,6 | 92,8 |
| Centre Nord | 59,3 | 62,9 | 84,4 | 87,7 | 81,6 | 95,1 | 69,3 | 84,3 |
| Centre-Ouest | 92,8 | 89,6 | 97,6 | 95,6 | 98,5 | 97,8 | 97,7 | 95,5 |
| Nord | 81,9 | 66,6 | 93,3 | 83,1 | 90,8 | 92,5 | 90,1 | 89,2 |
| Nord-Est | 90,7 | 77,2 | 99 | 93,9 | 98,4 | 98,5 | 97,9 | 98,1 |
| Nord-Ouest | 71,3 | 59,3 | 92,8 | 79 | 91,2 | 92,8 | 84,5 | 88,7 |
| Ouest | 65,7 | 85,9 | 98,5 | 92,6 | 99,8 | 98,6 | 90,9 | 95,9 |
| Sud | 71,9 | 78,6 | 93,2 | 95,5 | 95,1 | 97,5 | 90 | 93,8 |
| Sud-Ouest | 79,1 | 81,6 | 97 | 90,8 | 99,5 | 97,5 | 99,7 | 91 |
| Ville d'Abidjan | 68,3 | 61,2 | 96 | 92,7 | 98,2 | 98,2 | 94,6 | 93,7 |
| Milieu de résidence | | | *** | *** | *** | *** | **** | **** |
| Urbaine | 72,4 | 66,9 | 95,1 | 92,8 | 96,8 | 97,9 | 93,7 | 93 |
| Rurale | 76 | 78,5 | 95,1 | 92 | 95,9 | 96,8 | 91,2 | 93 |
| Fréquence d'écoute de la radio | **** | | **** | | **** | | **** | |
| Pas du tout | 70,5 | 69,8 | 93 | 86,6 | 94 | 95 | 88,8 | 87 |
| Moins une fois par semaine | 72,2 | 81,2 | 97,3 | 92,6 | 98,4 | 97,1 | 95,5 | 95,9 |
| Au moins une fois par semaine | 75,1 | 69,5 | 95 | 91,9 | 96,8 | 97,9 | 94 | 94 |
| Presque tous les jours | 81,5 | 73,7 | 97,7 | 93,9 | 98,8 | 97,8 | 95,6 | 93,9 |
| Fréquence de suivi de la télévision | **** | **** | **** | **** | **** | **** | **** | **** |
| Pas du tout | 73,4 | 75 | 93,6 | 89,1 | 94,2 | 95,3 | 89,6 | 89,4 |
| Moins une fois par semaine | 72 | 80,1 | 96,1 | 91,9 | 98,2 | 99 | 94,6 | 94,8 |
| Au moins une fois par semaine | 72,6 | 73,2 | 93,4 | 91,7 | 94,9 | 97,9 | 93,2 | 93,9 |
| Presque tous les jours | 76,2 | 70,7 | 96,9 | 94,2 | 98,1 | 97,7 | 93,5 | 94,1 |
| Ensemble | 74,3 | 73,1 | 95,2 | 92,4 | 96,3 | 97,3 | 92,4 | 93,0 |

P : niveau de signification des tests de khi2. **** : $p \leq 0,001$; *** : $0,001 < p \leq 0,01$ ** : $0,01 < p < 0,05$; * : $p \geq 0,05$

Source : nos propres calculs à partir de EIS 2005.

3.2. Analyse descriptive des violences basées sur le genre subies par les femmes

La proportion de femmes victimes de violences basées sur le genre au cours des 12 derniers mois avant l'enquête s'élève à 12,4%. En considérant la nature des violences, on

constate que les injures constituent la forme de violence la plus fréquente. En effet, 9,7% des femmes affirment avoir été injuriées tandis que 6,1% déclarent avoir été battues, 0,2% ont été séquestrées, 0,1% de femmes ont été victimes de viol collectif et 0,3% victimes de viol simple.

On retrouve les femmes qui ont été injuriées ou battues à un degré inégal dans tous les groupes d'âges. Cependant, la prévalence des violences est plus élevée dans la tranche d'âge de 20-39 ans ; elle varie de 9% à 14% pour les injures et de 4% à 10 % pour les violences physiques. Les femmes qui ont été séquestrées appartiennent le plus souvent à la catégorie d'âge de 45 à 49 ans (0,3%). Les viols simples concernent le plus souvent les femmes âgées de moins de 30 ans tandis que les viols collectifs touchent les femmes du groupe d'âge 30-34 ans.

Les plus fortes proportions de victimes d'injures (13,3%) et de coups (7,3%) se retrouvent chez les femmes de niveau d'instruction primaire. Les femmes qui ont été séquestrées sont les analphabètes et celles de niveau secondaire. Les viols collectifs ou simples concernent les femmes du niveau primaire.

La religion catholique est celle dans laquelle l'on dénombre le maximum de femmes victimes d'injure. Ensuite viennent les autres religions chrétiennes (10,2%), exception faite des protestants, les animistes (9,6%) et la religion musulmane (9,5%). La religion protestante enregistre une proportion de 7,2% de femmes injuriées. La prévalence des femmes battues varie de 7,8% (chez les animistes) à 0,5% (chez les femmes des religions non spécifiées). Les femmes qui ont subi des viols collectifs sont en majorité des musulmanes (0,9%) contre 0,3% de femmes catholiques. Toutes les religions, hormis les animistes enregistrent des femmes qui ont été violées.

Concernant l'activité, on constate que les vendeuses ont subi toutes les formes de violence. La prévalence atteint 9,4% pour celles qui ont été injuriées 5,7% pour celles qui ont été battues, 0,2% pour celles qui ont séquestrées, 0,3% qui ont été violées collectivement et 0,5% qui ont subi un viol simple. La proportion de femmes injuriées ou battues est plus élevée chez les femmes agricultrices (12,5% et 6,8%), ensuite viennent les femmes sans emploi (10,3% et 6,8%), les vendeuses, les femmes qui sont dans les activités de services (6,2% et 5,7%) et celles qui exercent un métier d'artisan (6,2% et 4,4%). Les femmes exerçant des emplois rémunérés tels l'enseignement, l'armée ou autre n'enregistrent pas de victimes de violences en leur sein.

Les résultats en fonction du groupe ethnique indiquent que la majorité des femmes injuriées, battues et séquestrées sont du groupe Krou avec des proportions respectives de 14,5%, 9,7% et 0,7%. Les victimes des injures du groupe ethnique « étrangers non africains » sont de 10,9%.

Au niveau des régions, la plus forte proportion de femmes injuriées (46,9%) est enregistrée dans la région du Centre-Est. La région du Nord-Ouest suit cette dernière avec 15,2% de femmes injuriées et 17,4% de femmes battues. Les régions du Sud, du Nord et du Nord-Est avec respectivement des proportions de femmes injuriées de 13,6%, 13% et de 12,5%.

Tableau 3: Prévalence (%) des types de violences selon les caractéristiques socio-démographiques des femmes

| Caractéristiques socio-démographiques | type de violences subies par les femmes | | | | |
|---------------------------------------|---|--------|------------|----------------|----------------|
| | Injuriée | Battue | séquestrée | Viol collectif | Violée /forcée |
| Age | | | | | |
| 15-19 | 7,5 | 3,9 | 0,2 | 0,0 | 0,6 |
| 20-24 | 10,6 | 7,6 | 0,2 | 0,0 | 0,3 |
| 25-29 | 13,2 | 10,3 | 0,1 | 0,2 | 0,6 |
| 30-34 | 8,8 | 6,0 | 0,1 | 0,4 | 0,1 |
| 35-39 | 14,1 | 4,0 | 0,2 | 0,0 | 0,0 |
| 40-44 | 4,6 | 3,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 45-49 | 6,6 | 3,8 | 0,3 | 0,0 | 0,0 |
| Niveau d'instruction | | | | | |
| Analphabète | 8,5 | 5,5 | 0,2 | 0,0 | 0,2 |
| Primaire | 13,3 | 7,3 | 0,0 | 0,3 | 0,8 |
| Secondaire | 8,3 | 6,6 | 0,3 | 0,0 | 0,2 |
| Supérieure | 6,5 | 1,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Religion | | | | | |
| Catholique | 12,1 | 5,2 | 0,2 | 0,3 | 0,2 |
| Protestant | 7,2 | 6,7 | 0,0 | 0,0 | 0,6 |
| Autres religions chrétiennes | 10,2 | 6,2 | 0,1 | 0,0 | 0,5 |
| Musulman | 9,5 | 6,1 | 0,1 | 0,9 | 0,4 |
| Animiste ou sans religion | 9,6 | 7,8 | 0,2 | 0,0 | 0,0 |
| Autres religions | 2,6 | 0,5 | 0,8 | 0,0 | 0,0 |
| Activité / Occupation | | | | | |
| Sans emploi | 10,3 | 6,8 | 0,2 | 0,0 | 0,3 |
| Religieuse | 4,0 | 3,0 | 0,0 | 0,0 | 1,3 |
| Vendeuse | 9,4 | 5,7 | 0,2 | 0,3 | 0,5 |
| Agriculteur | 12,5 | 6,8 | 0,2 | 0,0 | 0,0 |
| Employeur agricole | 4,0 | 0,2 | 0,2 | 0,0 | 0,0 |
| Services | 6,2 | 5,7 | 0,0 | 0,0 | 0,4 |
| Artisan | 6,2 | 4,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Ne sait pas | 5,4 | 5,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Groupe ethnique | | | | | |
| Akan | 8,9 | 4,5 | 0,2 | 0,2 | 0,1 |
| Krou | 14,5 | 9,7 | 0,3 | 0,0 | 0,7 |
| Mandé | 8,1 | 8,3 | 0,1 | 0,0 | 0,2 |
| Voltaïque | 8,9 | 5,8 | 0,1 | 0,0 | 0,4 |
| Etrangers africains | 10,9 | 4,6 | 0,1 | 0,2 | 0,5 |
| Etrangers non africains | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Autres | 2,4 | 6,4 | 2,3 | 0,0 | 0,0 |
| Région | | | | | |
| Centre | 8,7 | 4,8 | 0,0 | 0,0 | 0,1 |
| Centre-Est | 46,9 | 9,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Centre Nord | 4,1 | 3,2 | 0,2 | 0,2 | 0,8 |
| Centre-Ouest | 6,4 | 2,8 | 0,0 | 0,0 | 0,3 |
| Nord | 13,0 | 9,6 | 0,2 | 0,0 | 0,1 |
| Nord-Est | 12,5 | 2,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Nord-Ouest | 15,2 | 17,4 | 0,3 | 0,0 | 0,0 |
| Ouest | 4,8 | 5,2 | 0,1 | 0,0 | 0,2 |
| Sud | 13,6 | 7,7 | 0,1 | 0,0 | 0,2 |
| Sud-Ouest | 6,9 | 8,1 | 0,7 | 0,0 | 0,0 |
| Ville d'Abidjan | 6,3 | 5,0 | 0,2 | 0,4 | 0,7 |

| | | | | | |
|--------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Milieu de résidence | | | | | |
| Urbaine | 7,7 | 5,1 | 0,2 | 0,2 | 0,4 |
| Rurale | 11,5 | 6,9 | 0,2 | 0,0 | 0,3 |
| Fréquence d'écoute de la radio | | | | | |
| Pas du tout | 9,1 | 5,4 | 0,2 | 0,0 | 0,1 |
| Moins une fois par semaine | 7,9 | 5,5 | 0,0 | 0,1 | 0,1 |
| Au moins une fois par semaine | 13,7 | 8,3 | 0,1 | 0,0 | 0,7 |
| Presque tous les jours | 8,9 | 6,0 | 0,2 | 0,4 | 0,5 |
| Fréquence de suivie de la télévision | | | | | |
| Pas du tout | 11,0 | 6,2 | 0,3 | 0,0 | 0,0 |
| Moins une fois par semaine | 12,9 | 8,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Au moins une fois par semaine | 8,2 | 5,5 | 0,3 | 0,3 | 0,2 |
| Presque tous les jours | 8,7 | 5,7 | 0,1 | 0,1 | 0,7 |
| ENSEMBLE | 9,7 | 6,1 | 0,2 | 0,1 | 0,3 |

Source : nos propres calculs à partir de EIS-CI 2005

Les taux élevés des femmes victimes d'injures (11,5%) et de coups (6,9%) sont enregistrés dans le milieu rural. La totalité des femmes victimes de viol collectif (0,2%) vit en ville.

La majorité des femmes victimes au cours des douze derniers mois écoutent au moins une fois par semaine la radio et suivent la télévision au moins une fois par semaine.

3.3. Résultat de l'analyse multivariée

Les résultats de l'analyse des perceptions seront présentés avant ceux des violences subies. L'analyse a été limitée à l'acte d'injurier parce qu'en comparaison des autres actes étudiés, un nombre encore notable d'hommes et de femmes ne le considère pas comme une violence à l'endroit de la femme.

3.3.1. Non perception des injures comme une violence à l'endroit des femmes

Dans l'analyse logistique, le code 1 a été attribué aux hommes et femmes qui ne considèrent pas le fait d'injurier une femme comme une violence, et le code 0, dans le cas contraire. Les résultats de l'analyse sont présentés dans le tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4 : Résultat de la régression logistique de la non perception des injures comme une violence à l'endroit des femmes

| | Femme | | Hommes | |
|-------------------------------------|------------|-----------------|------------|-----------------|
| | Odds ratio | significativité | Odds ratio | significativité |
| Age (15-19) | | | | |
| 20-34 | 0,880 | **** | 0,866 | **** |
| 35-49 | 0,656 | **** | 0,641 | **** |
| Niveau d'instruction (Aucun) | | | | |
| Primaire | 0,925 | **** | 0,946 | **** |
| Secondaire | 0,778 | **** | 0,766 | **** |
| Supérieure | 0,484 | **** | 0,375 | **** |
| Religion (Catholique) | | | | |
| Protestant | 0,775 | **** | 0,811 | **** |

| | | | | |
|--|-------|------|-------|------|
| Autres chrétiens | 0,861 | **** | 0,855 | **** |
| Musulman | 0,821 | **** | 0,827 | **** |
| Animiste, sans religion | 0,95 | **** | 0,975 | **** |
| Autres religions | 0,255 | **** | 0,336 | **** |
| Occupation (sans emploi) | | | | |
| Professeur. | 1,533 | **** | 0,727 | **** |
| Religieux | 1,581 | **** | 1,476 | **** |
| Vendeur | 0,935 | **** | 0,949 | **** |
| Agriculteur | 0,725 | **** | 0,741 | **** |
| Employeur agricole | 0,723 | **** | 0,739 | **** |
| Services | 0,982 | **** | 0,978 | **** |
| Artisan | 1,045 | **** | 1,05 | **** |
| Force de l'ordre | 1,817 | **** | 1,824 | **** |
| Autres | 0,997 | **** | 1,054 | **** |
| | 1,000 | **** | 1,034 | **** |
| Groupe ethnique (Autres) | | | | |
| Akan | 1,606 | **** | 1,583 | **** |
| Krou | 1,526 | **** | 1,411 | **** |
| Mandé | 2,047 | **** | 2,062 | **** |
| Voltaïque | 1,666 | **** | 1,698 | **** |
| Etrangers africains | 1,909 | **** | 1,904 | **** |
| Etrangers non africains | 3,426 | **** | 3,894 | **** |
| Région (Centre) | | | | **** |
| Centre-Est | 1,512 | **** | 1,516 | **** |
| Centre Nord | 1,898 | **** | 1,854 | **** |
| Centre-Ouest | 0,308 | **** | 0,311 | **** |
| Nord | 0,912 | **** | 0,875 | **** |
| Nord-Est | 0,507 | **** | 0,551 | **** |
| Nord-Ouest | 1,519 | **** | 1,488 | **** |
| Ouest | 0,899 | **** | 0,888 | **** |
| Sud | 1,099 | **** | | **** |
| Sud-Ouest | 0,769 | **** | 0,774 | **** |
| Ville d'Abidjan | 1,809 | **** | 1,825 | **** |
| Milieu de résidence (Urbaine) | | | | **** |
| Rurale | 1,007 | **** | 0,966 | **** |
| Fréquence d'écoute de la radio (Pas du tout) | | | | |
| Moins une fois par semaine | 0,778 | **** | 0,776 | **** |
| Au moins une fois par semaine | 0,78 | **** | 0,722 | **** |
| Presque tous les jours | 0,62 | **** | 0,606 | **** |
| Fréquence de suivie de la télévision (Pas du tout) | | | | |
| Moins une fois par semaine | 0,997 | **** | 0,940 | **** |
| Au moins une fois par semaine | 0,982 | **** | 0,969 | **** |
| Presque tous les jours | 0,922 | **** | 0,943 | **** |

Après contrôle, toutes les variables retenues exercent une influence sur la perception de l'acte d'injurier une femme ($pvalue < 0.05$). En comparaison des femmes âgées de 15-19 ans, une femme appartenant à la classe d'âge 20-34 ans a une propension moindre de 12% de ne pas considérer l'injure comme un acte de violence ; et une femme âgée de 34-49 ans a une propension moindre de 34%.

L'instruction réduit la probabilité de ne pas considérer l'injure comme un acte de violence. En comparaison d'une analphabète, une femme de niveau d'instruction primaire a 7,5% moins de chance de ne pas considérer l'injure comme une forme de violence, tandis que celle de niveau supérieur a 63% moins de chance. La non perception de l'injure comme un acte de violence est liée négativement à la fréquence d'écoute de la radio et de suivi de la télévision.

Par ailleurs, un musulman a une propension moindre par rapport à un catholique de 17,3% de ne pas considérer l'injure comme une violence. En outre, par rapport aux akans, les hommes du groupe ethnique krou ont une propension moindre de 18% de ne pas percevoir l'injure comme une violence à l'endroit d'une femme. Par rapport à une femme résidant au Centre, celle d'Abidjan a 1,8 fois plus de chance de ne pas considérer l'injure comme une forme de violence.

Toutes les tendances observées chez les femmes se retrouvent chez les hommes. L'analyse logistique a confirmé les tendances observées au niveau bivarié.

3.3.2. Les violences subies par les femmes

L'accent a été mis sur les femmes victimes d'injures et celles qui ont été battues. Les résultats de l'analyse logistique figurent dans le tableau 5 ci-dessous. Il ressort que les caractéristiques propres des femmes ont un lien avec leur état au regard des actes de violences.

Tableau 5 : Résultat de la régression logistique des violences subies au cours des 12 mois précédent l'enquête

| Caractéristiques de la femme | Femmes victimes d'injures | | Femmes battues | |
|-------------------------------------|---------------------------|-----------------|----------------|-----------------|
| | Odds ratio | significativité | Odds ratio | significativité |
| Age (15-19) | | | | |
| 20-34 | 1,658 | **** | 2,135 | **** |
| 35-49 | 1,090 | **** | 1,044 | **** |
| Niveau d'instruction (Aucun) | | | | |
| Primaire | 1,248 | **** | 1,025 | **** |
| Secondaire | 0,485 | **** | 0,532 | **** |
| Supérieure | 0,331 | **** | 0,122 | **** |
| Religion (Catholique) | | | | |
| Protestant | 0,662 | **** | 1,170 | |
| Autres chrétiens | 0,653 | **** | 0,724 | **** |
| Musulman | 0,568 | **** | 0,649 | **** |
| Animiste, sans religion | 0,666 | **** | 1,216 | **** |
| Autres religions | 0,354 | **** | 0,130 | **** |
| Occupation (sans emploi) | | | | |
| Professeur. | | | | |
| Religieux | 0,362 | **** | 0,275 | **** |
| Vendeur | 0,853 | **** | 0,783 | **** |
| Agriculteur | 0,518 | **** | 0,418 | **** |
| Employeur agricole | 0,013 | **** | 0,006 | **** |
| Services | 0,506 | **** | 0,747 | **** |

| | | | | |
|---|-------|------|-------|------|
| Artisan | 0,062 | **** | 0,893 | **** |
| Nsp | 0,204 | **** | 0,363 | **** |
| Groupe ethnique (Autres) | | | | |
| Akan | 2,914 | **** | 0,524 | **** |
| Krou | 6,105 | **** | 1,330 | **** |
| Mandé | **** | | 0,818 | |
| Voltaïque | 2,922 | **** | 0,547 | **** |
| Etrangers africains | 2,743 | **** | 0,526 | **** |
| Région (Centre) | | | | |
| Centre-Est | 7,328 | **** | 2,343 | **** |
| Centre Nord | 0,413 | **** | 0,529 | **** |
| Centre-Ouest | 0,569 | **** | 0,395 | **** |
| Nord | 1,286 | **** | 1,713 | **** |
| Nord-Est | 0,824 | **** | 0,235 | **** |
| Nord-Ouest | 1,516 | **** | 3,444 | **** |
| Ouest | 0,342 | **** | 0,619 | **** |
| Sud | 1,289 | **** | 1,184 | **** |
| Sud-Ouest | 0,592 | **** | 1,261 | **** |
| Ville d'Abidjan | 0,679 | **** | 0,975 | **** |
| Milieu de résidence (Urbaine) | | | | |
| Rurale | 0,988 | **** | 1,056 | **** |
| Fréquence d'écoute de la radio (Pas du tout) | | | | |
| Moins une fois par semaine | 0,891 | **** | 0,937 | **** |
| Au moins une fois par semaine | 1,221 | **** | 1,062 | **** |
| Presque tous les jours | 0,493 | **** | 0,526 | **** |
| Fréquence de suivi de la télévision (Pas du tout) | | | | |
| Moins une fois par semaine | 0,849 | **** | 0,911 | **** |
| Au moins une fois par semaine | 0,616 | **** | 0,838 | **** |
| Presque tous les jours | 0,810 | **** | 0,952 | **** |

La probabilité de subir une violence augmente avec l'âge avant de diminuer. Ainsi, en comparaison des femmes de 15-19 ans, celles qui sont âgées de 20-34 ans ont 1,7 fois plus de chance d'être injuriées, et celles de 35-49 ans 1,1 fois. Dans le même ordre d'idée, le risque d'être battue est multiplié par 2,1 chez les femmes de 20-24 ans et par 1,04 chez les 35-49 ans.

L'instruction réduit le risque de subir des violences, surtout à partir du niveau secondaire. Par rapport aux femmes qui n'ont aucun niveau d'instruction, celles qui ont un niveau d'instruction (secondaire et supérieur) ont des propensions moindres respectivement de 51% et 67 % d'être injuriées, et de 47% et 89% d'être battues.

L'effet de l'urbanisation mérite d'être signalé. Les femmes qui vivent en milieu rural ont une propension moindre de 1,2% d'être victimes d'injures, par contre le risque d'être battues est multiplié par 1,1 fois.

Par rapport aux femmes sans emploi, celles qui exercent une activité quelconque ont une propension moindre d'être injuriées ou d'être battues.

IV. DISCUSSION DES RESULTATS

Les données analysées ont révélé qu'une large majorité des femmes et des hommes considère les actes d'injurier, de battre, de violer et de terroriser une femme comme des formes de violences contre les femmes. Cela ne signifie pas que les populations aient une large connaissance des recommandations des conférences et conventions internationales auxquelles la Côte d'Ivoire a souscrit (Programme d'Action de la CIPD, CIPD+5, Beijing 95, la convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, la Résolution 1325, etc.). Au contraire, ces conventions internationales et les textes de lois nationaux visant à réduire les VBG ne sont pas largement diffusés.

Le niveau des violences subies apparaît relativement faible si l'on se réfère à la situation dans d'autres pays, surtout les pays en guerre. En particulier la prévalence du viol, selon les catégories de femme varie de 0 à 1,3 %, celle des coups se situe généralement entre 0,5% et 10% sauf dans le nord ouest où elle atteint 17,4%, celles des injures, de 2 à 15% et exceptionnellement 47% dans le Centre-Est, la séquestration de 0 à 0,7%. Cette faible prévalence peut être liée à des omissions volontaires par les femmes. En effet, la crainte d'être stigmatisé(e) amène les victimes à garder le silence.

Les caractéristiques propres des femmes et des hommes (l'âge, le niveau d'instruction, la religion, l'activité, le groupe ethnique, la région, le milieu de résidence, la fréquence d'écoute de la radio et la fréquence de suivi de la télévision) influent sur leur perception sur les violences à l'endroit de la femme, notamment les injures. En particulier, l'instruction, l'écoute de la radio et le suivi de la télévision accroissent la probabilité de considérer les injures comme des violences et réduisent le risque que courent les femmes d'être injuriées ou battues. L'instruction tout comme la radio et la télévision favorise l'accès à des idées et idéologies nouvelles qui peuvent modifier les attentes des individus relatives aux droits et d'obligations assignés à l'être masculin et féminin dans une culture donnée. Laura McCloskey et ses collaborateurs (2005) ont souligné ce rôle important de l'instruction dans une étude récente effectuée sur les femmes Moshi en Tanzanie.

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'objectif de notre étude était d'évaluer la prévalence des VBG et de rechercher les déterminants socio-démographiques. Une force de cette analyse est qu'elle est fondée sur un échantillon national. Cependant, elle comporte quelques limites. Premièrement, elle est

limitée à quatre actes de VBG alors qu'il existe de multiples formes : violences physiques, violences psychologiques et émotionnelles, violences économiques, violences sexuelles, violences institutionnelles. Deuxièmement, certains aspects importants ne sont pas abordés, notamment les circonstances dans lesquelles surviennent les violences, le lieu et les auteurs des violences, les démarches entreprises par les victimes pour leur prise en charge médicale, psychosociale et juridique, etc. Par exemple, il aurait été instructif de connaître les lieux (domicile, lieu de travail, dans la rue) et les auteurs (conjoint, autre parent, supérieur hiérarchique, ...) des violences dans la région du Centre Est qui présente une prévalence des injures exceptionnellement élevée.

Il importe que d'approfondir la recherche sur le sujet qui reste peu connu en Côte d'Ivoire en prenant en compte tous ces éléments en vue de mieux éclairer les actions qui sont me pour freiner ce phénomène qui porte atteinte à la dignité des personnes.

Sur la base des résultats déjà disponibles, les recommandations qui suivent ont été faites en vue de contribuer à une meilleure orientation des stratégies de prévention des violences basées sur le genre :

- Encourager la scolarisation de la fille et accroître le taux d'alphabétisation des femmes et des hommes afin que mieux instruits, ils perçoivent toutes les formes de violences, notamment les injures ;
- Généraliser le débat sur la question des VBG en utilisant les journaux, les stations de radio, la communication interpersonnelle ;
- Sensibiliser à une large échelle les agents de police, de la gendarmerie, les fonctionnaires et les officiers judiciaires ;
- mette en place un programme de sensibilisation pour encourager la population à signaler les incidents de violence sexuelle ;
- Vulgariser les conventions internationales et les lois nationales visant à réduire les VBG.

Références bibliographiques

- Bozon M., Locoh T., (2000), Rapport de genre et questions de population, 253 p, p150, Paris.
- FNUAP, (1999), la violence contre les femmes et les filles : un problème prioritaire de santé publique, p 7, New York..
- FNUAP, (2000), Etat de la population mondiale 2000 : mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles, pp 25-30, New York.
- Gautier A., (2000), Rapport pour la 33ème commission de la population sur les violences contre les femmes dans les pays en développement, Paris.
- Gautier A., (2005), « Régulations juridiques du mariage et violences envers la conjointe », p10-11, Paris.
- Institut national de la statistique (INS), Ministère de la Lutte contre le Sida (Côte d'Ivoire) et ORC Macro, (2006), *Enquête sur les indicateurs du sida, Côte d'Ivoire 2005 (EIS-CI)*, Calverton, Maryland, USA : INS et ORC Macro, 263 p.
- Laura Ann McCloskey, Corrine Wiliams, Ulla Larsen, (2005), Gender inequality and intimate partner violence among women Moshi, Tanzania,

- MFAS/UNFPA/UNICEF, (2007), Analyse des violences basées sur le genre dans le département d'Abidjan : Résultat de l'enquête quantitative, Abidjan, 114 p.
- MSVG/ENSEA/UNFPA, 2005, Enquête sur les conditions de vie des personnes déplacées internes (PDI) et des familles d'accueil en Côte d'Ivoire, ENSEA, Ministère de la solidarité, de la sécurité sociale et des handicapés, UNFPA, Abidjan.
- Myriam De Winter (2006), Les violences sexuelles dans les conflits et au-delà: un appel à l'action, Dimension 3 le journal de la Coopération belge, 16 p, p 3, Bruxelles.
- Radas A. L., (2006), Etudes du genre à l'Institut de recherche et de Développement , Paris, Janvier 2006.
- Richard A. (2004), Violences faites aux femmes, Citron vert : Centre de documentation et d'information, France.
- Richard A. (2006), Violences conjugales, un fléau de moins en moins tabou, Citron vert : Centre de documentation et d'information, France.
- Sika Amino Odette, (2007), Les déterminants socio-démographiques des violences basées sur le genre en Côte d'Ivoire, Mémoire pour l'obtention du Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées en Analyse Statistique Appliquée au Développement (DESS – ASAD), ENSEA d'Abidjan.
- UNFPA (2005), Etat de la population mondiale: la violence sexiste, un prix trop élevé , chapitre 7, New York.